



PRé



POUR UNE RÉPUBLIQUE ÉCOLOGIQUE

## NEWSLETTER n°7

Vendredi 25 février 2011

---

### Sommaire

- |         |  |
|---------|--|
| P2 à 6  | Article - Agriculture : le maïs sur la tempe des paysans |
| P6 à 8  | Article - Dépendance, 5ème branche et dignité            |
| P8 à 10 | Revue de presse  |
| P10     | Agenda prévisionnel                                      |
| P11     | Bulletin d'adhésion                                      |
-

## Article - Agriculture : le maïs sur la tempe des paysans

L'image du salon de l'agriculture 2011 sera belle et bien celle de cette affiche où un homme braque un épi de maïs sur sa tempe. Une image qui fait polémique car si son but premier est de dénoncer les OGMs, louable cause, ce que elle suggère en fait c'est qu'un épi de maïs, OGM ou pas, tue. Car à ce jour, on ne peut distinguer visuellement un épi de maïs, d'un maïs OGM ou même d'un maïs bio. Le diable est dans les détails, mais lorsque le monde paysan est déjà à l'agonie, il ne s'agit pas de faire des mélanges douteux qui ne résoudront rien. L'association France Nature Environnement en commanditant cette affiche a fait une erreur de casting : au lieu de mettre un citoyen lambda braquant un épi de maïs sur sa tempe, ils auraient dû placer un agriculteur. Car la réalité est celle-ci : qu'ils cultivent ou non des OGMs, nos agriculteurs sont au bout du rouleau. Et là ils auraient mis dans le mille, car chaque jour en France un agriculteur se supprime. La question dépasse celle des OGMs et ne date pas d'hier. Si aujourd'hui les agriculteurs se suicident, c'est qu'ils sont criblés de dettes, des dettes qu'ils contractent pour produire toujours plus, selon les directives qui leurs sont données, et écrites par des vendeurs de produits chimiques. Des agriculteurs qui

vendent à perte, étranglés doublement : par la grande distribution et par la spéculation mondiale qui font la loi sur les prix. Quand aux engrais, et produits phytosanitaires, ils sont de plus en plus chers, car il faut coûte que coûte produire plus quand on ne peut savoir d'un mois sur l'autre ce que l'on pourra gagner. C'est une spirale infernale, dont le producteur ne sort pas gagnant. Et nous subventionnons cette agriculture là depuis 50 ans !

A cette échelle, osons parler de suicide de masse assisté.

### ***Quand le miracle du productiviste tourne au cauchemar***

Dans les années 60, le contexte était autre : il fallait garantir l'autosuffisance alimentaire. Il fallait donc inciter les paysans à augmenter leurs surfaces et leurs rendements. La PAC a vu le jour dans ce but : axer l'agriculture sur un modèle productiviste grâce aux récents développements de la mécanique, et aussi l'émergence de produits phytosanitaires. Alors la PAC a commencé à donner des subventions pour que les paysans se convertissent, puis des ingénieurs se sont rendus dans les champs pour former le monde agricole à la révolution

productiviste. Dire que ce n'était pas nécessaire serait hypocrite, pour produire plus, il fallait être plus performant et même le plus simple jardinier amende son carré de potager. Mais adossées à ces subventions, un certain nombre de réglementations sont venues orienter la production ainsi que le métier agricole pour aboutir à la généralisation des pratiques intensives et mécanisées, dépendantes d'énergie et de produits phytosanitaires et d'engrais le tout utilisé à outrance et polluant également à outrance. Un tel système en place rapporte mais pas à ceux qui produisent, à ceux qui vendent engrais, tracteurs, pesticides, semences, ou fruits et légumes.

Le métier de la terre a profondément changé : nous sommes passé du monde paysan, qui vient de paysage, et qui nourrit donc un rapport sémantique direct avec l'environnement, au monde agricole qui a industrialisé et uniformisé l'usage de la terre. Vaniteux comme nous sommes nous autres les humains, nous n'avons pas pris en compte que ce substrat n'était pas qu'une vache à traire, mais au contraire un organe vivant très subtile, un écosystème.

Dans les années 30 déjà, les précis d'agriculture mettaient en garde sur l'usage des engrais de synthèses, phosphates et azotes qui venaient de voir le jour. Sans les rejeter au contraire, ils

avisaient de connaître au mieux sa terre pour la compléter de ce dont elle manquait en fonction de ce qu'elle allait porter. Bref d'ajuster ses amendements en fonction des besoins. A l'époque, bien qu'imprécise, la microbiologie du sol s'enseignait dans les écoles agricoles naissantes. Aujourd'hui, cette matière est totalement absente, et la terre est un substrat dont l'ingénieur agricole se sert pour faire pousser des espèces tropicales inadaptées.

Si encore les agriculteurs en vivaient, si encore c'était une activité rentable ! Mais c'est loin d'être le cas, les subventions agricoles maintiennent à peine les agriculteurs dans leurs terres. Sans elles, ils auraient sans doute mis la clé sous la porte. Les meilleurs dopants du monde ne peuvent pas éternellement augmenter les rendements. Nous avons atteint la phase descendante de la production agricole, car à force, la terre est devenue stérile, trop utilisée, trop polluée. L'apport massif de fertilisants, phytosanitaires, sans parler de l'émission de CO2 due à ces produits issus de la pétrochimie ruinent les écosystèmes (pollution des sols, réseaux hydriques, et érosion de la biodiversité) et à terme stérilisent les exploitations elles-mêmes, quand elles n'ont pas déjà stérilisé ses exploitants.

### ***Les productions augmentent, les revenus chutent***

L'Europe consacre près de la moitié de son budget annuel à subventionner un modèle d'agriculture qui coule. En France, les revenus des produits agricoles ne cessent de baisser : -20% en 2009, -10% en 2008. Malgré les 10 milliards qu'elle reçoit chaque année en subventions, l'agriculture française décline. La concurrence internationale, la financiarisation des échanges et la pression des centrales d'achats et multiples intermédiaires sur les prix font sombrer les revenus. Sur les étals, en revanche, les produits agricoles sont en constante augmentation. Et peu importe qu'ils soient bourrés de produits chimiques, et de pesticides, ils ont l'air parfait, nous payons le prix et surtout nous avalons ces salades jusqu'à 11 fois arrosées de produits chimiques lors de leur croissance.

Quand à l'agriculture bio, de quoi parlons-nous exactement ? De 3% de la production française ! L'agriculture bio augmente peu et ne bénéficie pas des mêmes subventions européennes que l'agriculture conventionnelle.

Chaque année : 10 milliards d'euros vont à l'agriculture française, dont seuls 50 millions se destinent au bio. Les producteurs français ne couvrent pas les besoins de consommateurs

français, et nous sommes contraints d'importer du bio, qui n'est certainement pas de la qualité française, dont le cahier des charges est très strict !

Nombreux sont les agriculteurs qui aimeraient se convertir au bio. Mais l'aventure est risquée, c'est un nouveau métier à réapprendre, qui prend quelques années avant de donner vraiment ses fruits. Ne méprisons pas les agriculteurs conventionnels, ils sont nombreux à n'en plus pouvoir des pratiques intensives et des produits chimiques qu'ils utilisent. Ils sont les premiers souffrants en ligne pour ramasser moins de 1000 euros mensuels dettes non comprises. Seulement, se convertir au bio, c'est sauter dans le vide quand on est déjà criblé d'emprunts, et que des décennies durant on vous a promis l'eldorado agricole à renfort de phytosanitaires. Qui étaient-ils, il y a 30 ans, ces agriculteurs pour tenir têtes aux ingénieurs du privé adoubés par les ministères et leurs propres syndicats, qui les poussaient à utiliser leurs pesticides et leurs engrais polluants ? Qu'en savions-nous vraiment des pollutions qu'engendrerait l'usage massif de tous ces produits ? Alors que les paysans ont des siècles durant sculptés les paysages, nous avons dit aux agriculteurs de tout raser, de s'endetter et de cultiver du maïs chimique à perte de vue sinon ils ne recevraient pas leurs subventions. C'est ça

la réalité : un paysan et son épis de maïs sur la tempe. Et bientôt ce sera un maïs OGM.

### **Réformer la PAC en 2013 : notre seule chance**

Dans le contexte actuel, il nous reste peu de temps pour agir. Mais nous avons une opportunité à saisir : la réforme de la PAC en 2013. Par les aides financières qu'elle octroie et les réglementations qu'elle a su imposer, la PAC peut orienter l'agriculture vers des pratiques bien plus durables. C'est un outil qui a démontré sa redoutable efficacité, il faut désormais l'accorder aux enjeux contemporains environnementaux et sanitaires. Les propositions sont simples : il faut inclure dans les critères d'octrois de subvention les services rendus à l'environnement par les exploitants. Il est urgent de favoriser l'agriculture bio sur l'agriculture intensive, et la conversion au bio. Des mesures simples qui pour voir le jour exigeront de mettre à la porte les lobbies agricoles qui font la loi, et de leur demander des comptes pour la pollution planétaire qu'ils engendrent.

A l'autre bout de la chaîne, il faut lutter contre la concurrence déloyale qui tire les prix vers le bas: les normes françaises sont parmi les plus strictes sur les produits tout comme ses moyens de productions. Or la plupart des importations

ne respectent pas ces normes. C'est à la fois une concurrence déloyale et un risque sanitaire.

Il nous faut aussi très sérieusement revoir les circuits économiques : promouvoir et créer des circuits courts et indépendants des marchés financiers ou des distributeurs, régler le circuit de la grande distribution, obliger la transparence et l'étiquetage pour le consommateur sur les marges des intermédiaires, les méthodes de production, les kilomètres parcourus et les coûts sociaux. On achète bien son lave linge grâce à une étiquette énergie : osons demander ces mêmes étiquettes sur les étales.

Le chantier est immense et l'issue des présidentielles l'année prochaine aura un impact direct sur le sort de notre agriculture. Nous avons vu ce que la droite n'a pas été capable de faire à la fois pour nos cultivateurs et pour notre environnement. Les grenelles ont été le moyen de tuer dans l'œuf les revendications citoyennes et environnementales en faisant croire aux français qu'un machin de plus allait régler la question. Nous avons été bernés, sauf que la question est grave. Depuis 2006, nous assistons à des émeutes de la faim dans le monde car les spéculateurs parient sur des matières qui ne sont pas premières mais vitales. Depuis une dizaine d'année, les fabricant d'engrais, de semences et de phytosanitaires achètent des

terres arables partout sur la planète. Si nous ne maintenons pas en France nos agriculteurs, ce sont eux qui bientôt rachèteront nos champs et nous nourrirons grâce à leurs OGMs. Reagissons ! Tandis que de l'autre côté du monde, la Chine achète des champs en Afrique,

en France un agriculteur se suicide, et nos ministres défilent au salon de l'agriculture flatter les croupes des vaches à lait: une journée classique sur la Terre.

## **Article - Dépendance, 5 ème branche et dignité**

L'allongement de la durée de la vie, en moyenne trois mois d'espérance de vie gagnés chaque année dans notre pays depuis plus de dix ans, est assurément une excellente nouvelle. Nous vivons plus longtemps et en meilleure santé que nos parents et grands parents. Toutefois il convient de relativiser très rapidement notre enthousiasme car ce supplément d'existence ne se répartit pas équitablement entre tous. Il y a d'abord une inégalité de genre, mais pour une fois que celle-ci est favorable aux femmes, il ne paraît pas absolument urgent d'en prévoir la compensation. Plus graves et plus permanentes sont les inégalités d'espérance de vie variables selon les classes sociales. Arrivé à 60 ans il nous reste entre 20 et 25 d'existence en moyenne mais c'est souvent 10 à 15 pour les moins favorisés et 25 à 30 pour les cadres et professions intellectuelles.

Ceci rappelé, cet allongement de notre durée de vie fait naître un problème nouveau, celui de la dépendance. C'est-à-dire l'incapacité pour une personne d'accomplir seule les tâches les plus élémentaires de la vie quotidienne, comme se laver, s'habiller, se préparer un repas etc... La dépendance n'est pas un phénomène nouveau par sa nature, certaines personnes en situation de handicap et quelques personnes âgées vivent d'ors et déjà cet état de dépendance, ce qui est nouveau c'est l'accroissement de telles situations. Le nombre de personnes qui ont ou auront besoin d'une assistance permanente dans notre société va considérablement augmenter.

Nicolas SARKOZY a décidé d'ouvrir le débat de la dépendance et de son financement pour ce printemps et bien qu'il ait annoncé que toutes les possibilités

étaient ouvertes, on ne peut s'empêcher de craindre le pire. Les récentes déclarations de François BAROIN, Ministre du budget ou de Laurence PARISOT Présidente du MEDEF dessinent déjà les contours du projet gouvernemental. Une assurance privée obligatoire pour tous les français au lieu de la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale (les quatre premières étant : l'assurance maladie, l'assurance vieillesse, les allocations familiales et les accidents du travail).

C'est là une autre version de la politique sociale constante au sein de la majorité actuelle. Elle arrive après une réforme profondément injuste et inefficace du régime de retraite, qui n'a pas réglé le problème mais qui permet déjà aux assureurs de saliver sur les juteux contrats que signeront ceux qui le peuvent dans l'espoir de maintenir un niveau décent de retraite. La politique du Gouvernement conduira à créer, au profit des assureurs, une rente garantie par l'Etat à l'image du système de retraite imposé par les disciples de l'école de Chicago au Chili après le coup d'Etat de Pinochet. Intéressant paradoxe que celui d'un Etat qui offre la garantie aux assureurs privés et à leurs actionnaires, de bénéficier d'une contribution obligatoire !

Que se passerait-il si la solution UMP MEDEF était adoptée ?

Il faut bien reconnaître, qu'en matière de dépendance, nous sommes encore un peu dans le flou, car pour

avoir une idée précise du besoin, il faut maîtriser plusieurs paramètres. D'abord le coût de la prise en charge d'une personne nécessitant cette assistance ; là nous savons que c'est autour de 1500 - 2000 euros par mois. Ensuite, se pose la question de la prévalence de l'état de dépendance dans la population générale, c'est-à-dire du nombre de cas et enfin, celle de l'espérance de vie des personnes se trouvant dans cette situation. Cela paraît un peu froid voire cynique mais tout chiffrage sérieux nécessite une connaissance statistique de ces deux dernières données.

Comme notre connaissance est imparfaite, nous manquons du recul du temps, les assureurs prendraient un maximum de précautions et limiteraient les risques le plus possible. Cette assurance serait donc relativement surfaturée et coûteuse. Plusieurs catégories de français se dégageraient ; d'abord les indépendants et les retraités aisés qui pourraient acquitter cette dépense sans trop de difficultés. Ensuite, les salariés des grandes entreprises qui pourraient bénéficier de contrats collectifs relativement raisonnables et être ainsi couverts dans des conditions acceptables ; cela pourrait également concerner les agents de la fonction publique à la différence près qu'il n'y aurait probablement pas de participation de l'Etat employeur et que la part restant à charge du cotisant serait plus lourde. Puis les salariés des PME qui devraient probablement faire face seuls à cette dépense. Enfin,

resteraient tous les précarisés, demandeurs d'emplois, retraités modestes, travailleurs pauvres, petits exploitants agricoles etc.. qui devraient consentir des sacrifices importants pour souscrire cette assurance obligatoire ou contractualiser des garanties au rabais, insuffisantes pour faire face au coût réel de la dépendance.

Selon que aurez été riche ou misérable, votre avancé en âge pourrait être digne ou sordide.

Car c'est bien de cela dont il s'agit. L'assurance dépendance a pour fonction de garantir à chaque femme et à chaque homme vivant dans ce pays de pouvoir terminer sa vie dignement, comme un membre à part entière de la Communauté. Pour y

parvenir, nous devons nous battre pour la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale. C'est d'abord techniquement la solution la plus raisonnable ; car si on répartit le risque sur toute la population, on profite au maximum de l'effet de mutualisation. Ensuite, c'est le meilleur moyen de rétablir un peu de justice sociale en calculant l'effort contributif sur les revenus de chacun et non sur son facteur de risque potentiel. Enfin, la création de ce cinquième risque pourra être complétée, une fois le niveau nécessaire acquis pour tous, par des assurances complémentaires couvrant des éléments de confort. Les mutuelles et Groupes de protection sociale paritaire, entreprises de personnes sans actionnaires, pouvant se charger efficacement de cela.

## Revue de presse

### 1. International et Europe

- **Les débuts laborieux de la France au G20**

Source : [www.latribune.fr/](http://www.latribune.fr/) 19.02.2011

La ministre des Finances a finalement réussi à obtenir un accord au G20 sur les indicateurs permettant de mesurer les déséquilibres économiques mondiaux. Et ce, en dépit du blocage des Chinois. Un premier succès pour la présidence française du G20, qui risque vite de se heurter à de nouvelles résistances. [Lire la suite](#)



- **Pêche durable : MSC, l'écolabel qui encourage le massacre**

Source : [www.rue89.com/](http://www.rue89.com/) 22.02.2011

Chez Carrefour, le poisson est à la fête : du 17 au 23 février, l'enseigne de distribution lance sa semaine de communication « Les Jours bleus ». L'objectif est de promouvoir l'écolabel MSC censé garantir aux consommateurs que leur poisson est issu d'une pêche durable. Problème : depuis quelques mois, ce label est au cœur d'une controverse scientifique grandissante. [Lire la suite](#)

## 2. Politique : débats /points de vue

- **« La voix de la France a disparu dans le monde »**

Source : [www.lemonde.fr/](http://www.lemonde.fr/) 20.02.2011

Un groupe de diplomates français de générations différentes, certains actifs, d'autres à la retraite, et d'obédiences politiques variées, a décidé de livrer son analyse critique de la politique extérieure de la France sous Nicolas Sarkozy. [Lire la tribune](#)

- **Sarkozy et l'Islam : César veut se mêler des affaires de Dieu**

Source : [www.marianne2.FR/](http://www.marianne2.FR/) 17.02.11

Le chef de l'Etat a dénoncé « l'échec » du multiculturalisme. Dans la foulée, l'UMP se mêle de religion et lance un débat pour organiser « l'Islam de France ». Un paradoxe et une belle atteinte à la laïcité. [Lire l'article](#)

### 3. Agriculture

- **Un livre choc dénonce les dérives de l'agriculture intensive**

Source : [www.leparisien.fr/ 16.02.2011](http://www.leparisien.fr/16.02.2011)

Coût exorbitant des subventions, risques sanitaires...L'auteur du « Livre noir de l'agriculture », Isabelle Saporta, part en croisade contre le système agroalimentaire. [Lire l'entretien](#)

### Agenda prévisionnel

- **Pour une République Ecologique**

- **24 mars 2011 - 19H** : conseil d'administration

*Ordre du jour* : discussion et adoption du manifeste du PRé

*Lieu* à déterminer

Retrouvez toutes les informations concernant l'association du Pré sur notre site internet [www.republique-ecologique.fr](http://www.republique-ecologique.fr)



### Bulletin d'adhésion au PRÉ

**Je soussigné(e)**

**Nom :** .....

**Prénom :** .....

**Adresse :** .....

**E-mail :** .....

déclare adhérer à l'association le PRÉ et avoir pris connaissance de sa charte et de ses statuts.

Fait à Paris

le :

Signature :